

UNE DÉCLARATION DU P.C.F.

LE Bureau Politique du Parti Communiste s'est réuni le 25 mai, afin d'apprécier les derniers développements du puissant mouvement populaire en cours et l'allocution du président de la République.

Le Bureau Politique considère l'ouverture des négociations entre les centrales syndicales, le Conseil national du patronat français et le gouvernement comme un premier résultat de la grève engagée et menée sans défaillance par neuf millions de travailleurs, grève dont la vigueur et la cohésion se sont exprimées dans les grandes manifestations organisées vendredi par la C.G.T., dans la région parisienne et dans le pays tout entier. Il réaffirme la solidarité sans réserve du Parti Communiste avec les ouvriers et les paysans, avec les travailleurs manuels et intellectuels en lutte pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail, pour l'abrogation des ordonnances antisociales et le plein emploi, pour les revendications de la paysannerie laborieuse, pour une profonde réforme démocratique de l'Université. Les communistes font et feront tout ce qui dépend d'eux pour que ces exigences légitimes soient satisfaites sans délai.

LE Bureau Politique constate que de Gaulle, dans son allocution, a éludé ces problèmes urgents et qu'il s'évertue à retarder la fin de son pouvoir usé et branlant en recourant au référendum. Pour le chef de l'Etat, il s'agit d'essayer d'obtenir une majorité de « oui » en soumettant une question ambiguë au suffrage universel, puis d'interpréter le vote comme une approbation de sa politique rétrograde. Le Parti Communiste Français appelle les Français et les Françaises à se prononcer contre cette opération plébiscitaire, à dire « non » au référendum, à condamner le pouvoir gaulliste malfaisant qui n'a que trop duré.

EN ce moment de crise profonde du régime de pouvoir personnel, le Bureau Politique souligne que les formations qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie ont pour devoir d'élaborer, sans plus de tergiversations, le programme commun qu'il leur appartiendra d'appliquer ensemble après l'élimination du système gaulliste. L'entente sur un programme antimonopoliste, hardi et novateur, pouvant ouvrir la voie au socialisme, éclairera le peuple de France sur les lendemains et lui inculquera la confiance et l'élan nécessaires à sa victoire. L'absence d'une telle entente contribue à la survie du pouvoir actuel. Les travailleurs demandent que cette regrettable carence prenne fin. C'est pourquoi le Bureau Politique propose une rencontre immédiate entre le Parti Communiste, la F.G.D.S. et les centrales syndicales en vue de l'élaboration et l'adoption rapides du programme, ce qui donnerait son plein sens, de surcroît, au mot d'ordre de dissolution de l'Assemblée Nationale et de nouvelles élections.

LE Bureau Politique constate avec satisfaction que la classe ouvrière, forte de sa conscience politique et de son organisation, a su déjouer toutes les provocations. Il appelle les étudiants et les enseignants à conjuguer leur action pour la réforme démocratique de l'Université, pour leurs intérêts légitimes et pour un indispensable changement politique, avec la lutte de la classe ouvrière. Il appelle les travailleurs à renforcer jusqu'à la victoire leur action pour les revendications et pour une démocratie authentique.

Il appelle à multiplier partout les comités d'action pour un gouvernement populaire et d'union démocratique.

LE BUREAU POLITIQUE
DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Paris, le 25 mai 1968, 18 h. 30.